

La crise ukrainienne, facteur de rapprochement entre Ankara et Washington

Margaux Magalhaes | 6 septembre 2022 | ARTICLES | 



Ce n'est que depuis 1952 et son adhésion à l'OTAN que la Turquie a formalisé ses relations avec les États-Unis, leurs liens ayant été tenus – voire quasi inexistantes – avant la Guerre froide. Depuis, ces deux alliés n'ont cessé de se rapprocher, si bien que depuis la seconde moitié des années 1990, ils entretiennent une relation de proximité formée autour d'un « partenariat stratégique ». Celui-ci est resté perçu comme « vital » malgré des années de turbulence dans les années 1960 et 1970, au cœur de la détente, ou en 2003, dans le contexte de la guerre en Irak. Plus récemment, c'est dans une ère glacière qu'elle est entrée depuis 2016, rappelant à bien des égards la crise des années 1960 et 1970. Depuis 2016, en effet, les frictions se renouvellent compte tenu de l'éloignement d'Ankara des valeurs occidentales et de sa politique révisionniste sur la scène internationale. Cela se manifeste par divers différends bilatéraux, tels que la « diplomatie des otages » à laquelle se livre la Turquie – suite au refus des États-Unis de procéder à l'extradition de Fethullah Gülen, prédicateur résidant en Pennsylvanie et étant accusé par Ankara d'avoir fomenté le coup d'État manqué – ou encore l'acquisition par la Turquie de S-400 russes, avec pour conséquence l'imposition par le Congrès de sanctions (en vertu du CAATSA). Pourtant, alors que l'ordre international est menacé et que Moscou fait peser une menace significative sur l'Europe à la suite de son invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, les États-Unis semblent avoir intérêt à préserver leur relation avec la Turquie afin de partager son « fardeau mondial » et endiguer l'expansionnisme russe, fût-ce au détriment de ses alliés traditionnels. Ainsi, si à première vue la guerre en Ukraine semble attester d'un renforcement du lien transatlantique, celui-ci pourrait n'être que ponctuel et réactif, tant sa dégradation est structurelle. A contrario, la relation américano-turque pourrait, elle, se resserrer. La politique d'équilibre poursuivie par Ankara dans la gestion du conflit – et son rôle déterminant dans la livraison d'armes à Kyiv – lui confère en effet un poids géopolitique renouvelé. Son activisme en Libye, en Afghanistan ou (indirectement) au Haut-Karabakh a déjà rappelé à Washington la valeur stratégique de cet État pivot pour lutter contre Moscou. Il est dès lors probable que, une fois l'émoi du conflit ukrainien passé et si les Européens ne parviennent pas à faire montre d'unité ni à s'engager décisivement régionalement pendant que les Américains se concentrent sur l'Asie, la Turquie, membre de l'OTAN pro-actif en Eurasie et en Afrique et puissance émergente,

pourrait se voir confier un rôle de relai régional par Washington dans le cadre d'une stratégie d'équilibrage à distance (*Offshore balancing*).

2016-2021 : une relation en « état de mort cérébrale »

Succédant à une phase de « lune de miel » lors du premier mandat d'Obama, les années 2016-2021 apparaissent plus difficiles pour la relation entre la Turquie et les États-Unis. En cause, les évolutions internes à la Turquie, qui après un élan démocratique et libéral (2002-2011) renoue progressivement avec l'autoritarisme républicain dès 2011, l'éloignant de facto des valeurs prônées par l'Occident. Cette tendance s'est accélérée au lendemain des [événements de Gezi](#) (2013), de la reprise des combats avec le PKK sur le sol turc (2015) puis du [coup d'État manqué de juillet 2016](#), qui ont été autant d'occasions pour le Premier ministre puis Président Erdogan de renforcer son pouvoir et de restreindre celui de l'opposition – les [purges](#) contre l'« État profond » se succédant à un rythme soutenu. Parallèlement, les [dénonciations](#) de complots fomentés par l'Occident, qui viseraient à affaiblir l'avènement de l'héritière de l'Empire ottoman et à mettre à mal les États « démocratiquement élus » dans le monde musulman, se multiplient. Face à un dirigeant autoritaire qui alimente des discours anti-occidentaux et avec lequel les différends internationaux s'intensifient (notamment en Syrie, les Turcs voyant la menace du PYD/YPG comme prioritaire en raison de leurs liens avec le PKK quand les Occidentaux s'appuient sur ces derniers contre l'État islamique), les États-Unis et les Européens distendent leurs liens avec Ankara. Le désamour est tel que trois jours seulement après le coup d'État manqué de juillet 2016 (soit la veille de la condamnation officielle par Barack Obama), John Kerry, alors secrétaire d'État, suggère que la Turquie devrait être [expulsée](#) de l'OTAN. Plus tard, en 2019, l'achat par Ankara de systèmes de défense antiaérienne russes S-400 – faute d'avoir pu se procurer les missiles Patriot américains en 2017, Turcs et Américains n'étant pas parvenus à s'entendre ni sur le prix ni sur un éventuel transfert de technologie – ainsi que les sanctions du Congrès américain qui en résultent (cf. *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*, CAATSA) n'ont fait qu'exacerber les tensions et conduit la relation turco-américaine au bord du précipice.

Le conflit ukrainien : une opportunité pour relancer une alliance en déliquescence

La relation entre la Turquie et l'Occident n'est pourtant pas condamnée à l'échec : la menace que fait peser Moscou sur l'espace pontique dans le contexte de son invasion de l'Ukraine aura-t-elle les mêmes conséquences que celle qu'elle faisait déjà peser sur cet espace au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et qui a conduit les Turcs à rompre avec leur politique de neutralité héritée de Kemal Atatürk pour choisir celle du camp occidental en 1952 ? En d'autres termes, la Turquie, qui redoute la transformation de la mer Noire en un lac russe, cessera-t-elle d'adopter une politique étrangère qui, depuis 2005, se veut « gaulliste » et indépendante, pour suivre les orientations de ses alliés occidentaux, à commencer par les Américains ? Dans ces conditions, la Turquie pourrait-elle chercher à améliorer ses relations avec l'UE en s'engageant dans une coopération en matière de défense avec les États baltes et l'Ukraine ? Ces questions demeurent pour l'heure en suspens. On peut toutefois remarquer qu'un rapprochement entre Turcs et Occidentaux se dessine.

La position d'équilibre et de médiateur qu'adopte Ankara dans ce conflit est en effet appréciée des chancelleries occidentales, qui redécouvrent à cette occasion l'importance de son rôle de rempart face à Moscou, elle qui dispose de la seconde armée de l'OTAN en termes d'effectifs. Pour Ankara, l'évolution de ce conflit est déterminante à plus d'un titre. Tout d'abord, c'est la nature de sa relation avec la Russie qui est jeu, dans la mesure où la Turquie a esquissé une politique de rapprochement avec celle-ci et en est fortement dépendante dans son approvisionnement [énergétique](#) ainsi que dans le domaine économique. À titre d'exemple, Ankara importe 40 % de son gaz à la Russie et dépend du tourisme russe (à hauteur de 19%) comme de ses approvisionnements en blé (64,6%).

Dans ce contexte, elle ne peut ni adopter une politique musclée et suivre les sanctions décidées par l'Occident ou fermer son espace aérien aux Russes (bien qu'elle condamne l'invasion), ni se permettre que le conflit se prolonge puisque des répercussions économiques se font sentir dans un pays où l'économie est déjà fortement fragilisée (l'inflation atteint des sommets), et ce alors que les élections présidentielles de 2023 – hautement symboliques puisque marquant le centenaire de la République dans un contexte où la figure présidentielle d'Erdogan se dégrade – se rapprochent. La relation entre Ankara et Kyiv s'est également resserrée ces dernières années pour deux raisons : d'une part, car les Turcs entretiennent des liens étroits avec les Tatars de Crimée ; et d'autre part, car ils sont soucieux de maintenir un équilibre des puissances en mer Noire, d'où la nécessité d'endiguer les velléités expansionnistes de Moscou. Les Turcs ont ainsi été enclins à renforcer leur coopération militaire avec Kyiv, articulée autour d'une coopération de l'industrie de défense fondée sur les drones Bayraktar TB2 – armes peu onéreuses ayant fait leurs preuves sur différents théâtres d'opérations (i.e. Libye ; Haut-Karabakh) – la vente de navires de guerre avec des capacités furtives et le développement conjoint d'un moteur à réaction pour les avions militaires. Reste que si le soutien turc est important, il n'est pas déterminant pour que l'Ukraine parvienne à reprendre les territoires conquis ou pour forcer la Russie à capituler.

En poursuivant ces ventes lors de l'actuel conflit contre Moscou, Ankara parvient à améliorer son image auprès de l'Occident. Sa décision de [fermer ses détroits du Bosphore et des Dardanelles](#) aux navires de guerre des États belligérants à la demande de Kiev le 28 février 2022 a également été [appréciée à Washington en dépit d'un timing favorable à Moscou](#), dans la mesure où, par ce geste, la flotte russe se trouve enfermée en mer Noire et le passage du reste des navires russes, qui n'ont pas comme port d'attache l'espace pontique, est empêché. Ainsi, à l'occasion du Forum diplomatique d'Antalya du 11 mars 2022 (qui fait suite à une série de négociation de paix à Istanbul), [Jens Stoltenberg](#), le secrétaire général de l'OTAN, a rappelé que le leadership des dirigeants turcs et leur engagement en faveur de la sécurité collective étaient très appréciés. La Turquie est ainsi parvenue à se positionner au centre du jeu diplomatique, ce qui est positivement perçu par les États-Unis.

Une relation qui a vocation à devenir plus *ad hoc*

Les décideurs à Washington en viennent en effet à mettre leurs différends de côté avec Ankara, renouant progressivement avec leur politique pré-2016 qui consistait à faire de [la Turquie le fer de lance de leur stratégie eurasiatique](#) dont l'un des objectifs était d'endiguer l'influence de la Russie (ainsi que de l'Iran et des djihadistes). Déjà son attitude proactive et les résultats concrets qu'elle est parvenue à obtenir en Libye ou indirectement au Haut-Karabakh face aux forces russes (dont les mercenaires de Wagner) avaient retenu l'attention de la Maison-Blanche et du Département d'État. Sa médiation dans la résolution du conflit ukrainien – non sans rappeler celle qu'elle avait jouée dans la résolution des conflits balkaniques dans les années 1990, contexte dans lequel les États-Unis étaient venus à miser sur elle et à en faire une [pièce maîtresse](#) de leur échiquier eurasiatique – a permis d'accroître encore davantage la centralité de la Turquie pour freiner les velléités russes. C'est ainsi qu'en dépit d'un [Congrès](#) toujours (et traditionnellement) très hostile à Ankara, la Maison-Blanche et le Département d'État invoquent des arguments de sécurité nationale (tels leurs prédécesseurs depuis la fin de la Guerre froide) pour justifier la vente qu'ils espèrent prochaine de 40 [F-16](#) à leur allié. Toujours est-il que cette position américaine est révélatrice du regain d'intérêt qu'elle a pour Ankara : visiblement, elle serait prête à procéder à une vente d'armement alors même que la Turquie conserve ses S-400 russes (certes non activés). D'ailleurs, l'opposition initiale d'Ankara envers l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, sous prétexte que ces deux États abritent des membres du PKK, représentait certainement une façon de faire pression sur les États-Unis pour [s'assurer de la vente de ces chasseurs](#) (en sus des gains électoraux qu'elle escompte en affichant une position de fermeté contre le PKK).

En tout état de cause, l'importance stratégique d'Ankara ne peut que croître pour les États-Unis et pourrait même se renforcer dans les prochaines années, au vu de la montée du nationalisme serbe, du séparatisme en Bosnie-Herzégovine, des développements dans le Caucase du Sud ou en Afghanistan. Comme [dans les années 1990](#), il est à prévoir que Washington et Ankara collaborent étroitement dans ces dossiers – voire [qu'à l'image de leurs politiques lors des « printemps arabes »](#), les États-Unis, qui souhaitent effectuer leur pivot vers l'Asie, sous-traitent au moins certains de ces dossiers à la Turquie – marginalisant une Europe qu'ils estiment peu encline à partager le « fardeau ».

Ce phénomène de marginalisation des partenaires traditionnels européens est un phénomène graduel prenant place sur fond de restructuration du système international au lendemain de la Guerre froide. En même temps que la menace soviétique disparaissait, les liens transatlantiques se distendaient, faute d'ennemi commun à combattre et de vision stratégique convergente : les tergiversations européennes en Bosnie dans les années 1990 contrastaient par exemple fortement avec l'attitude proactive de la Turquie (des propositions formulées par les Turcs dès 1992 ont par exemple été reprises dans les accords de Dayton et des négociations ont eu lieu dans l'ambassade américaine à Ankara dans un contexte de médiation turque entre Croates et Bosniaques au cours des années 1993-1994). Cette dernière est ainsi parvenue à démontrer, à cette occasion, sa volonté de relayer efficacement les États-Unis, ce qui s'est par la suite manifesté par son appui à la proposition des États-Unis en 1999 (à laquelle s'opposait dans un premier temps la France) d'élargir « hors zone » les missions de l'OTAN. Dans le monde de l'après-Guerre froide, les visions américaines et turques semblent donc diverger d'avec l'Europe. Est-ce un hasard si, à l'occasion de [la rivalité franco-turque autour de l'intervention occidentale en Libye en 2011](#) (Sarkozy s'opposant vainement à ce que l'opération se fasse sous l'égide de l'OTAN et refusant une participation de la Turquie) ou face aux [agissements turcs en Méditerranée orientale en 2020](#) (qu'ils s'agissent de ses incursions dans les zones économiques exclusives grecques et chypriotes ou [de l'incident du Courbet](#) avec la France), les États-Unis ont semblé prendre davantage le parti d'Ankara ?

Si l'Alliance atlantique a vocation à perdurer, l'actuelle crise ukrainienne semblant à première vue attester de son importance renouvelée pour Washington, il se pourrait qu'elle s'affaiblisse à long terme (10-20 ans). Alors que les États-Unis font structurellement montre d'impatience envers l'Europe (pour laquelle Obama aurait même eu du « dégoût », [rapporte](#) la journaliste Anne Applebaum) et qu'ils espèrent effectuer leur pivot vers l'Asie, il est à prévoir qu'ils valoriseront à nouveau leur relation avec la puissance émergente et proactive turque pour les relayer en Eurasie, celle-ci étant capable de succès militaire et dont l'influence est grandissante. A contrario, la faiblesse supposée de l'Union européenne, telle que perçue par les États-Unis, en raison notamment de son manque d'unité et de vision commune (ce que la [Boussole stratégique](#) entend corriger) ne saurait les

intéresser durablement. Le Secrétaire à la Défense sous Obama, Robert Gates, témoignait lui aussi son impatience, [expliquant](#) en 2011, qu'un clivage transatlantique semblait imminent « entre ceux qui sont disposés et capables de payer le prix et de supporter le fardeau des engagements, et ceux qui profitent des avantages de l'adhésion à l'OTAN, mais ne veulent pas partager les risques et les coûts ». On peut en effet émettre des réserves quant à la capacité des Européens à s'investir décisivement régionalement, y compris par le biais de leur *Hard Power*, une fois l'émoi du conflit ukrainien passé et donc à réhabiliter durablement pour les États-Unis (du côté des démocrates comme des républicains) ceux qu'ils perçoivent être « des passagers clandestins vivant sur Vénus » et avec lesquels les lectures géostratégiques divergent toujours davantage depuis les années 1990.

La fin de la Guerre froide et l'émergence de nouveaux défis qui l'accompagnent ont en effet conduit le lien transatlantique à s'affaiblir au fil des ans. Il faut dire que les Américains n'ont été prompts à s'allier avec des Européens qu'ils tenaient jusqu'alors à distance que pour faire face à la menace soviétique : la construction européenne, soutenue – voire promue – par les États-Unis pendant la Guerre froide était considérée comme le pendant politique de l'OTAN et par conséquent était envisagée comme un outil américain contre l'URSS. Or, un nouvel ordre international émerge progressivement, marqué par l'avènement des [puissances dites révisionnistes](#) (i.e. Chine, Russie). Les États-Unis, qui depuis le premier mandat de Clinton entendent rediriger leur attention vers le Pacifique, voire la centrer sur l'hémisphère occidental – ce qui constitue leur politique traditionnelle pré-Guerre froide, certains Américains n'hésitant pas à rappeler que la Seconde Guerre mondiale [a commencé pour eux à Pearl Harbor, dans le Pacifique](#), et non en Pologne – pourraient se détourner du vieux continent à moyen terme. La crise ukrainienne constituerait ainsi un regain d'intérêt ponctuel pour des Européens qu'ils considéreraient toujours comme des « outils » contre la Russie. Ainsi, si la menace russe demeure suite au conflit ukrainien – et donc si Moscou n'en ressort pas fortement affaiblie économiquement et militairement – il est envisageable que les États-Unis instrumentalisent à nouveau l'Europe. Il serait dès lors concevable qu'ils poursuivent l'augmentation de leurs troupes sur le vieux continent, a fortiori s'ils estiment les Européens incapables d'assurer leur propre défense et de freiner l'expansionnisme russe, patent depuis 2008, dans la mesure où l'establishment traditionnel, marqué par la Guerre froide, occupe encore des postes-clés. Ainsi, un tel choix de Washington ne témoignerait sans doute pas d'une régénérescence du lien transatlantique.

En outre, l'activisme du Président Biden dans l'actuel conflit n'est probablement pas imputable à l'intérêt qu'ils portent en priorité à ses alliés européens (ses actes en Afghanistan ou l'AUKUS nous le rappelant avec acuité). Il est en effet concevable qu'il se positionne en « homme fort » 1) face à la Russie qui cherche à affaiblir l'ordre international promu par l'Amérique et surtout 2) dans un contexte intérieur de présidence contestée. Le fait que Biden ne semble pas capitaliser électoralement sur son positionnement dans la guerre en Ukraine peut d'ailleurs laisser penser que les Américains, au-delà du président et de l'establishment traditionnel, perdent en intérêt pour l'Europe.

Cette trajectoire risque de s'accélérer avec l'arrivée progressive d'une nouvelle génération aux postes de décision à Washington d'ici une quinzaine d'années, les actuels trentenaires n'ayant pas connu la Guerre froide (quant à la guerre en Ukraine elle ne durera vraisemblablement pas plusieurs décennies et n'est pas présentée comme une menace existentielle comme l'était l'expansion du communisme) et ayant une descendance européenne très lointaine (et asiatique ou latine proche), le tout sur fond de dégradation structurelle du lien transatlantique. Dans ces conditions, il ne semble pas impossible que les alliances se recomposent progressivement pour faire face aux défis prioritaires de chaque pays. Du côté des États-Unis, il est envisageable que pour effectuer leur pivot vers l'Asie ou pour adopter une politique d'équilibrage à distance, voire de « retenue ([restraint](#)) », ils s'appuient sur certains pays clés, prêts à s'engager décisivement, pour gérer les dossiers européens et moyen-orientaux notamment. La Turquie pourrait en être la grande bénéficiaire et se retrouver enhardie régionalement.

Crédit : [NATO North Atlantic Treaty Organization](#)

— • — — • — — • •

Margaux Magalhaes

Margaux Magalhaes est docteure en histoire des relations internationales (auteur de la thèse *Les États-Unis, la Turquie et l'UE. Du soutien américain aux ambitions européennes d'Ankara au délitement de la relation triangulaire (1993-2017)*, Université Sorbonne-Nouvelle, 2019) et est chercheuse-associée au CERAPS (Université de Lille).

Comment citer cette publication

Margaux Magalhaes, « La crise ukrainienne, facteur de rapprochement entre Ankara et Washington », *Le Rubicon*, vol. 2, 6 septembre 2022 [<https://lerubicon.org/la-crise-ukrainienne-facteur-de-rapprochement-entre-ankara-et-washington/>].